

Annexe 23 : L'offensive du FPR (Front patriotique rwandais) de février 1993

23.1 Agence Hirondelle, Arusha, le 26 mars 2004 (FH).....	1
23.2 OUA, <i>Rapport des experts sur le génocide au Rwanda. Rwanda, le génocide qu'on aurait pu stopper</i> , Addis-Abéba, 7 juillet 2000	2
23.3 Assemblée nationale française, <i>Enquête sur la tragédie rwandaise (1990-1994)</i> , Paris, 1998, t. I : <i>Rapport</i> , p. 109-110.....	3
23.4 Audition de M. Faustin Twagiramungu, Premier ministre désigné par les accords d'Arusha, Premier ministre du Rwanda (juillet 1994-août 1995) par la Mission d'information de la Commission de la Défense nationale et des Forces armées et de la Commission des Affaires étrangères sur les opérations militaires menées par la France, d'autres pays et l'ONU au Rwanda entre 1990 et 1994.....	5
23.5 James Gasana, <i>Rwanda, du Parti-État à l'État-garnison</i> , L'Harmattan, Paris, 2002, p.185-186...	7
23.6 Alison Des Forges (dir.), <i>Aucun témoin ne doit survivre</i> , FIDH/HRW/Karthala, Paris, p. 133.....	8
23.7 Abdul Joshua Ruzibiza, <i>Rwanda. L'histoire secrète</i> , Panama, 2005, p. 184-192	9
23.8 Commentaire d'un officier supérieur du GOMN (23 avril 2009) sur un extrait du Communiqué de Joshua Abdul Ruzibiza, du 14 mars 2004 intitulé « Témoignage visant à démontrer comment le Gouvernement rwandais et le FPR sont responsables des erreurs qui ont rendu possible le génocide. <i>Est-ce que le FPR est venu secourir les Tutsi, comme on nous l'a souvent répété ?</i> »	13

23.1 Agence Hirondelle, Arusha, le 26 mars 2004 (Fondation Hirondelle, Lausanne)

L'effervescence qui précéda le génocide

« Suite à ces massacres, le FPR lance une "expédition punitive" en février 1993 et arrive aux portes de Kigali, après avoir commis à son tour de nombreux massacres. Près d'un million de personnes sont déplacées. »

23.2 OUA, Rapport des experts sur le génocide au Rwanda. Rwanda, le génocide qu'on aurait pu stopper, Addis-Abéba, 7 juillet 2000

« c) *L'affaiblissement de la coalition FDC face au FPR et aux Hutus intransigeants*

S'il s'agissait d'affaiblir la coalition gouvernementale, l'offensive de Byumba est une réussite. En fait, c'est un séisme. Elle fait 40 000 morts, des civils pour la plupart. Un million de réfugiés de guerre viennent s'entasser dans des bidonvilles sur les collines autour de Kigali. Dans ces conditions, la coalition gouvernementale qui défendait envers et contre tout depuis un an l'idée que le FPR était animé par la seule volonté de reconquérir les droits politiques et sociaux des Tutsis en exil et qu'il pouvait être un partenaire loyal avec qui l'on pouvait négocier est totalement prise à contre-pied et déconsidérée. Au contraire, la position du régime Habyarimana et de ses franges dures, qui continuaient à présenter le FPR comme une alliance de féodaux assoiffés de sang, apparaît brusquement bien plus raisonnable et lucide aux yeux de beaucoup.

La peur d'un FPR conquérant, qui n'a pas hésité, par représailles, à exécuter à Ruhengeri non seulement des criminels comme M. Thaddée Gasana, le bourgmestre de Kinigi, mais aussi leurs femmes et leurs enfants, l'impossibilité de justifier auprès des réfugiés hagards des collines de Kigali la politique menée renforcent le pôle du refus et le Président de la République aux dépens des tenants de la politique de la négociation. M. James Gasana le note dans son témoignage. *“Le FPR mène une attaque massive contre les FAR en violant l'accord de cessez-le-feu. Cette attaque surprise donne un net avantage au FPR, qui occupe désormais la plus grande partie du territoire des préfectures de Byumba et Ruhengeri, et qui enlève le gros de l'équipement militaire des FAR. Elle provoque aussi le passage de plusieurs adhérents des Inkuba (les milices MDR) aux Interahamwe. Elle provoque déjà le début du passage de trois pôles politiques (MRND, FDC, FPR) à deux pôles politico-militaires (pro-FPR et anti-FPR).”*(...)

6.24. Qu'ils aient agi ou non à titre de contre-représailles, les envahisseurs ont montré peu de retenue à l'égard des civils Hutu dans les régions qu'ils ont « libérées » — un schéma qui s'est répété tout au long de la dernière décennie. Les combattants du FPR étaient disciplinés, mais ils avaient d'importants griefs à régler avec les Hutu du Rwanda, et la rhétorique de plus en plus agressive dont ils faisaient l'objet ne fit qu'accroître leur fureur. En même temps, leurs rangs augmentaient aussi rapidement que ceux des combattants du gouvernement grâce à de jeunes recrues n'ayant aucunement la discipline des soldats qui avaient combattu en Ouganda. À mesure que les combats se poursuivaient, des paysans agités étaient terrorisés et fuyaient leurs petites parcelles de terre pour se retrouver dans des camps sordides pour personnes déplacées.

6.25. Bien que les chiffres précis soient contestés, il est certain que les troupes du FPR se sont rendues coupables de crimes contre l'humanité au fur et à mesure qu'elles avançaient dans le pays. Il ne nous semble pas facile de déterminer si leurs chefs ont explicitement ordonné ce comportement, s'ils ont implicitement fermé les yeux ou si, simplement, ils n'ont pas réussi à l'arrêter. Mais le fait reste qu'il y eut de nombreux abus qui sont tous, de l'avis de ce Groupe, de l'ordre de l'anathème et que nous condamnons tous sans équivoque. »

23.3 Assemblée nationale française, *Enquête sur la tragédie rwandaise (1990-1994)*, Paris, 1998, t. I : *Rapport*, p. 109-110.

« 4. L'offensive du FPR et ses conséquences

a) L'offensive du 8 février 1993

Le développement des massacres amène le FPR à suspendre les contacts à Arusha. En fait, le 8 février 1993, il décide de rompre le cessez-le-feu et passe à l'attaque dans les environs de Byumba et de Ruhengeri. L'offensive est couronnée de succès. Le FPR enfonce les lignes rwandaises, l'annonce de la paix ayant par ailleurs largement démotivé les FAR. Il s'empare de l'essentiel de leur équipement, occupe la plus grande part des préfectures de Ruhengeri - ville qu'il conquiert dès le 8 février - et de Byumba, et avance jusqu'à Rulindo, à 30 km au nord de Kigali. Cependant, le 20 février, le FPR proclame un cessez-le-feu unilatéral. Il semble que deux éléments aient pu l'arrêter. D'une part l'annonce du renforcement de *Noroît* le plaçait dans la perspective risquée d'un affrontement direct avec les forces françaises. D'autre part, ses contacts à Kigali lui faisaient part de l'impact extrêmement négatif de l'attaque sur la population hutue, y compris les opposants les plus déterminés au régime, de la volonté affirmée de celle-ci de se battre contre le FPR, voire du risque d'un carnage concernant les Tutsis de la ville.

b) La stratégie du FPR

Eu égard aux ravages que cette attaque a eus sur l'image du FPR, la question de ses motifs a été plusieurs fois posée. En fait, quel que soit le discours moral et démocratique tenu par le FPR sur le droit de retour de réfugiés injustement chassés de leur pays, il faut écarter toute idée d'angélisme dans sa stratégie politique. En 1990, c'est par la force qu'il a tenté de prendre le contrôle du pays. Depuis, il n'a jamais renoncé à l'usage de la menace militaire. Ainsi, le jour même de la signature du cessez-le-feu avec la coalition gouvernementale FDC, le 5 juin 1992, le FPR avait lancé une offensive militaire qu'il justifiait par l'attitude hostile du MRND, qui n'avait alors pas voulu s'associer à ce cessez-le-feu. (...)

c) L'affaiblissement de la coalition FDC face au FPR et aux Hutus intransigeants

S'il s'agissait d'affaiblir la coalition gouvernementale, l'offensive de Byumba est une réussite. En fait, c'est un séisme. Elle fait 40 000 morts, des civils pour la plupart. Un million de réfugiés de guerre viennent s'entasser dans des bidonvilles sur les collines autour de Kigali. Dans ces conditions, la coalition gouvernementale qui défendait envers et contre tout depuis un an l'idée que le FPR était animé par la seule volonté de reconquérir les droits politiques et sociaux des Tutsis en exil et qu'il pouvait être un partenaire loyal avec qui l'on pouvait négocier est totalement prise à contre-pied et déconsidérée. Au contraire, la position du régime Habyarimana et de ses franges dures, qui continuaient à présenter le FPR comme une alliance de féodaux assoiffés de sang, apparaît brusquement bien plus raisonnable et lucide aux yeux de beaucoup. La peur d'un FPR conquérant, qui n'a pas hésité, par représailles, à exécuter à Ruhengeri non seulement des criminels comme M. Thaddée Gasana, le bourgmestre de Kinigi, mais aussi leurs femmes et leurs enfants, l'impossibilité de justifier auprès des réfugiés hagards des collines de Kigali la politique menée renforcent le pôle du refus et le Président de la République aux dépens des tenants de la politique de la négociation. M. James Gasana le note dans son témoignage. "*Le FPR mène une attaque massive contre les*

FAR en violant l'accord de cessez-le-feu. Cette attaque surprise donne un net avantage au FPR, qui occupe désormais la plus grande partie du territoire des préfectures de Byumba et Ruhengeri, et qui enlève le gros de l'équipement militaire des FAR. Elle provoque aussi le passage de plusieurs adhérents des Inkuba (les milices MDR) aux Interahamwe. Elle provoque déjà le début du passage de trois pôles politiques (MRND, FDC, FPR) à deux pôles politico-militaires (pro-FPR et anti-FPR).” »

23.4 Audition de M. Faustin Twagiramungu, Premier ministre désigné par les accords d'Arusha, Premier ministre du Rwanda (juillet 1994-août 1995) par la Mission d'information de la Commission de la Défense nationale et des Forces armées et de la Commission des Affaires étrangères sur les opérations militaires menées par la France, d'autres pays et l'ONU au Rwanda entre 1990 et 1994

Ministère des Affaires étrangères, *Enquête sur la tragédie rwandaise*, tome III : *Auditions*, vol. 1, Paris, décembre 1998, p. 243-245.

« Présidence de M. Paul Quilès, Président

Accueillant M. Faustin Twagiramungu et le remerciant de sa venue devant la mission d'information, le Président Paul Quilès a rappelé que, dès mars 1991, il avait participé à la fondation du Mouvement démocratique républicain (MDR) dans le cadre de l'ouverture politique acceptée par le Président Habyarimana à la fin de l'année 1990, qu'en septembre 1992, il avait accédé à la présidence de ce parti et y avait pris des positions favorables à la négociation avec le FPR et que, le 23 juillet 1993, il avait été désigné par le Conseil des Ministres comme candidat au poste de Premier Ministre dans le gouvernement de transition à base élargie (GTBE) prévu par les accords d'Arusha. Il a ajouté que M. Faustin Twagiramungu, après avoir vu sa vie menacée pendant le génocide, avait été nommé Premier Ministre le 17 juillet 1994, après la victoire du FPR et qu'il avait démissionné de ses fonctions le 25 août 1995. (...)

M. Faustin Twagiramungu en a conclu qu'en définitive, les raisons avancées par le FPR pour lancer son attaque contre le Rwanda, à savoir l'instauration de la démocratie et le retour des réfugiés, en dissimulaient les vraies causes. Selon lui, cette guerre soutenue par l'Ouganda en guise de récompense des services rendus au Président Museveni par les rwandophones pour lui permettre de l'emporter sur le régime Obote en janvier 1986, s'était fixé comme objectif le démantèlement de l'Etat rwandais et la conquête d'un pouvoir sans partage par tous les moyens. Il a ajouté que la situation actuelle du pays était plus qu'éloquente à ce sujet.

M. Faustin Twagiramungu a ensuite énuméré sept événements importants qui avaient marqué cette guerre :

- ▶ les assassinats de paysans par le FPR dans la préfecture de Byumba dans le nord du pays. Ils provoquèrent la panique et furent la cause de l'exode d'un nombre croissant de déplacés qui s'élevait à près de 300 000 en juin 1992. M. Faustin Twagiramungu a précisé qu'il avait visité les camps de déplacés à l'époque et qu'il avait pu constater lui-même la misère de ces gens contraints à l'exil dans leur propre pays ;
- ▶ la libération de la prison de Ruhengeri dans le nord-ouest du Rwanda. Cette opération avait fortement affaibli la crédibilité du gouvernement rwandais et fait prendre conscience au peuple rwandais de la gravité de la guerre ;
- ▶ l'assassinat de paysans du Bugesera, au sud de Kigali, par les agents du MRND ;
- ▶ le massacre des paysans bagogwe par les agents du MRND dans les préfectures de Ruhengeri et Gisenyi, ainsi que les massacres de Kibilira dans cette même préfecture ;
- ▶ les massacres de paysans hutus par le FPR, dans la sous-préfecture de Kirambo, préfecture de Ruhengeri, dans le nord du pays ;
- ▶ la reprise des hostilités à grande échelle par le FPR, en février 1993 ; sous prétexte d'arrêter les massacres, le FPR avait fait progresser ses troupes jusqu'à vingt kilomètres de Kigali et s'était emparé d'une bonne partie de la préfecture de Byumba ;

▀ la fuite des habitants des préfectures de Ruhengeri et de Byumba devant le FPR et leur installation à six kilomètres de Kigali, ce qui représentait environ un million de personnes sans abri, éparpillées dans une région affectée par la guerre. »

23.5 James Gasana, *Rwanda, du Parti-État à l'État-garnison*, L'Harmattan, Paris, 2002, p.185-186

« Les exactions du FPR en préfectures de Ruhengeri et de Byumba causent une énorme colère dans tout le pays. Le problème des déplacés de guerre devient complexe. Les aides apportées dans ces camps, quand elles ne sont pas insuffisantes elles tardent à arriver. Le taux de mortalité dans les catégories les plus vulnérables de la population est très élevé. Les pauvres, n'ayant aucun lien avec l'objet de la guerre, mais coupables de ne pas appartenir à l'ethnie des rebelles, sont sauvagement massacrés. Dans les camps des déplacés, on entend les récits les plus effrayants sur les exactions des combattants du Front. (...)

Une fois de plus, le FPR démontre qu'il ne veut pas une fin négociée de la guerre. La guerre fait un million de déplacés et des milliers de morts dans la population civile innocente, et désorganise les FAR qui perdent une partie de leur matériel au profit du FPR. Les Rwandais de toutes les tendances politiques commencent à se rendre compte de leur vulnérabilité aux rebelles, car les massacres massifs de populations civiles innocentes qu'ils effectuent dans Ruhengeri n'épargnent pas les membres des partis d'opposition. Cependant les leaders ne s'efforcent pas de comprendre que la sécurité du pays ne peut être assurée que par un système où l'opinion de l'autre et son appartenance politique sont tolérées. Au lieu d'amorcer un dialogue interpartis, la bipolarisation s'accroît. Les uns cherchent à nouer avec le FPR pour leur sécurité physique, professionnelle et politique après la guerre, les autres cherchent à ne pas se laisser massacrer comme cela avait eu lieu pour les populations de préfectures Ruhengeri et Byumba. »

23.6 Alison Des Forges (dir.), *Aucun témoin ne doit survivre*, FIDH/HRW/Karthala, Paris, p. 133.

« L'attaque de février 1993

Le 8 février 1993, le FPR viola le cessez-le-feu de juillet 1992 et lança une attaque massive sur le front Nord, parvenant rapidement à repousser l'armée rwandaise. La population civile s'enfuit vers le sud, rejoignant les centaines de milliers de personnes déjà déplacées au cours du conflit. Le Rwanda comptait alors près d'un million de déplacés, soit un septième de la population totale. Le FPR prétendit qu'il devait lancer cette attaque pour mettre fin aux massacres des Tutsi, entre autres, perpétrés à la fin de janvier, mais aussi parce que la communauté internationale avait failli à son devoir en ne réagissant pas fermement aux tueries. Bien que le FPR ait justifié sa progression par la nécessité de mettre un terme aux massacres, ces derniers avaient en fait cessé depuis plus d'une semaine. Le motif réel de l'offensive était plutôt de faire avancer les négociations que Habyarimana avait tenté de bloquer en tuant des Tutsi.

L'initiative du FPR fut une réussite sur le plan militaire, mais beaucoup moins du point de vue politique. Le MDR, le PSD et le PL, qui collaboraient avec plus ou moins de succès avec le FPR depuis mai 1992, se sentirent trahis par la reprise soudaine des combats.

Certains de leurs membres commencèrent à se demander si le FPR souhaitait vraiment parvenir à une paix négociée, ou s'il était déterminé à remporter une victoire totale et à prendre le contrôle du pays, ce qui aurait signifié le remplacement d'un régime répressif par un autre. Les organisations rwandaises et internationales de défense des droits de l'Homme portèrent des accusations crédibles contre le FPR. Elles affirmèrent que des membres de ce mouvement avaient assassiné au moins huit responsables gouvernementaux rwandais et leurs familles, qu'ils avaient exécuté une cinquantaine de partisans présumés du MRND et avaient tué au moins deux cents autres civils lors de leur avancée⁴⁴. La révélation de ces exactions suscita tant chez les Rwandais que chez les étrangers, un désenchantement quant aux méthodes et aux objectifs du FPR.

Confronté à ce mécontentement croissant, le FPR était en outre militairement dispersé sur un front très étendu et trop mal exposé pour prendre le risque d'affrontements avec les troupes françaises, venues renforcer l'armée gouvernementale rwandaise. Le FPR accepta un nouveau cessez-le-feu et se retira sur ses positions de départ, laissant une zone tampon assez étendue entre ses lignes et celles de l'armée gouvernementale.

Après l'offensive du FPR, davantage de voix retentirent pour réclamer un programme d'autodéfense civile. Dans une allocution radiodiffusée quatre jours après l'attaque du FPR, Habyarimana préconisait lui-même la création d'une force d'autodéfense, dotée d'armes blanches plutôt que de fusils. Il reprit cette idée le 13 mars dans un discours adressé à des commandants de secteurs de l'armée rwandaise, appelant la population à « s'organiser pour sa propre défense ». Ferdinand Nahimana, militant politique, s'adressa par écrit aux membres de l'élite politique et intellectuelle, soulignant qu'il était capital d'entraîner les jeunes gens, en particulier ceux qui avaient été déplacés lors de l'avancée du FPR, afin qu'ils participent à l'opération de défense civile ». De la même façon que le corps enseignant de l'université avait recommandé l'autodéfense en 1990, il insistait sur l'utilité de cette force populaire appelée à « sauvegarder la paix intérieure du pays », laissant entendre qu'elle agirait autant contre les civils que contre le FPR. Il proposait que la force soit équipée en « armes et autres matériels légers directement utilisables dans la défense des populations »⁴⁵. *Kangura* écrivit ainsi dans son numéro de février :

« Il faudrait ici faire observer aux *inyenzi* que s'ils ne change [sic] pas d'attitude et s'ils persévèrent dans leur arrogance, le peuple majoritaire mettra au point une force composée de jeunes Hutu. Cette force sera chargée de briser la résistance des enfants des Tutsi. Nous devons cesser de tâtonner. »

Dans un communiqué de presse daté du 25 février 1993, la CDR avertit que le FPR préparait le génocide des Hutu dans tout le pays, pour réaliser l'empire Hima-Tutsi. Elle demandait au gouvernement de fournir à la population les moyens d'assurer son autodéfense.

44 Africa Watch, « Beyond the Rhetoric ... », pp. 23-24.

45 Ferdinand Nahimana, « Le Rwanda : Problèmes actuels. Solutions », 21 Février 1993.

46 Communiqué de presse du parti CDR, 25 février 1993.

23.7 Abdul Joshua Ruzibiza, *Rwanda. L'histoire secrète, Panama, 2005, p. 184-192*

« Février 1993

8/2/1993

À cette date, le FPR déclencha une attaque de grande envergure en plusieurs endroits du nord du pays, entre Mutara et Ruhengeri. Je vais la décrire précisément. Les huit grandes unités de l'APR ont attaqué en même temps, à l'exception de quelques éléments de la 157e *mobile* qui sont restés stationnés dans une petite partie de la commune Muvumba. Toutes les autres sont parties à l'assaut de Ruhengeri.

Préfecture de Ruhengeri¹

Les différentes communes de la préfecture de Ruhengeri ont été attaquées de la manière suivante :

Les communes de Cyeru, Nyamugali, Ruhondo et Nyarutovu ont été attaquées par la 59e *mobile* sous le commandement de SO Charles Ngoga, secondé par SO Fred Nyamurangwa et SO Éric Murokore. Sa mission primordiale était de prendre d'assaut la centrale hydroélectrique de Ntaruka, détruire les machines qui produisent l'électricité, puis continuer leur chemin pour rejoindre d'autres compagnies dans les communes Cyeru et Nyarutovu. La centrale hydroélectrique de Ntaruka alimente tout le pays, sa destruction a créé des problèmes d'approvisionnement en électricité qui se font ressentir encore aujourd'hui. En effet, selon un ordre qui venait de Paul Kagame en personne en passant par SO Charles Ngoga, SO Éric Murokore a supervisé la destruction des turbines de la centrale à l'aide de deux armes de type 82 mm *Recoilless* et des roquettes *Armour Piercing*. Chaque arme a lancé neuf obus pour détruire définitivement cette centrale hydroélectrique et la rendre inutilisable. Les militaires qui ont exécuté cet ordre sont le sergent Karake et le JO2 Mayivumbi. La centrale de dérivation électrique qui se trouvait à Mucaca (non loin de Ntaruka) a également été détruite. La destruction a été supervisée par le JO1 Gashayija Bagirigomwa de la 59e *mobile*. D'autres attaques ont eu lieu à Ryaruhirima, commune Nyamugali, sur les collines de Byumba et Kabuye. Cette opération a été suivie par la prise des collines qui surplombent le centre commercial de Base afin de permettre aux combattants de la 59e *mobile* de rallier ceux de l'*Alpha mobile*.

Revenons un peu sur les exactions de la 59e *mobile* dans cette région de Ruhengeri : un programme de massacre de la population a été mis sur pied. Il s'agissait d'appeler les gens à des réunions dites de « meeting d'éducation politique » et de les exécuter une fois rassemblés. Cette sale besogne a été réalisée par les agents des renseignements du FPR supervisés par JO1 Hubert Kamugisha, JO1 Dennis Karera, PJO2 Rwamfizi et PJO2 Buhozozo. Ils avaient une équipe de tueurs qui écumaient la région en massacrant la population par ce stratagème.

On a procédé ensuite à l'identification des belles maisons appartenant à des fonctionnaires de la région, à des militaires des FAR ou à des hommes politiques pour les détruire par des explosifs ou des mines. L'opération a été exécutée par l'artificier P/JO2 Gatera sous la supervision de SO1 Éric Murokore. Les corps des victimes étaient éparpillés partout, surtout au marché de Base où une suite de véhicules transportant les fugitifs a été mitraillée par des soldats de l'unité *Alpha mobile*. Du côté de la 59e *mobile*, on a brûlé certains corps tandis que

¹ Je suis témoin direct pour les événements qui se sont déroulés dans la sous-préfecture de Kirambo (communes de Butaro, Cyeru et Nyamugali) et une grande partie de la préfecture de Ruhengeri, comme les communes Ruhondo et Nyarutovu. Le reste m'a été raconté par d'autres qui étaient présents lors des exactions. L'un des officiers supérieurs qui m'a longuement parlé de ces opérations est le lieutenant-colonel Alfred Kareba, ainsi que quatre de ses gardes. D'autres témoins oculaires sont le major W. Bagabe, le sergent E. Ruzigana, le lieutenant Richard Bacishubwenge et le lieutenant J. Mutsinzi.

les autres ont été enterrés dans des fosses communes. Les attaques menées dans d'autres communes de Ruhengeri seront décrites en deux parties car elles ont été menées par deux unités différentes, à savoir la *Charlie mobile* et la *157e mobile*. L'unité *Charlie mobile* a lancé un assaut sur la ville de Ruhengeri, notamment sur les camps militaires de Muhoza et Nyamagumba ainsi que sur la localité de Musanze. Le reste des troupes a attaqué la commune de Kinigi. Entre-temps, les combats ne se sont pas déroulés comme prévu car la *157e mobile* a été surprise par les FAR et des coups de feu ont été échangés. Les FAR ont été ainsi mises en alerte et ont commencé à lancer des bombes sur toute la chaussée macadamisée menant à Cyanika. C'est dans ces circonstances que JO1 Donat, chef du renseignement de l'unité *Charlie mobile*, a trouvé la mort. La compagnie, sous le commandement de Hassan Mwungeri, avait reçu l'ordre de traverser la ville et de déboucher au-dessus de la centrale hydroélectrique de Mukungwa sur la route macadamisée Kigali-Ruhengeri. Ils furent bloqués à la hauteur des deux stations d'essence au bout de la ville de Ruhengeri. L'unité *Charlie* venait d'être boutée hors de la ville par les FAR en laissant sur le champ de bataille de Nyamagumba plusieurs de ses éléments, dont le commandant de compagnie qui combattait à cet endroit, JO1 Nshoza. C'est ainsi que SO Fred Ibingira a donné l'ordre à la compagnie commandée par JO1 Hassan Mwungeri de faire son possible pour se replier sur Kinigi parce que l'assaut de la ville de Ruhengeri avait été déjoué. JO1 Hassan Mwungeri et ses combattants sont passés par Musanze sous le feu des FAR jusqu'à Kinigi. Les autres compagnies de la *157e mobile* étaient toujours en train de combattre contre les FAR dans la localité de Karwasa sans parvenir à conquérir définitivement le lieu stratégique dans les hauteurs de cet endroit. Avant de rejoindre les autres compagnies de la *157e mobile*, la compagnie de JO1 Hassan Mwungeri, celle de JO1 Kwizera et celle de JO1 John Ntaganda ont combattu dans la localité de Karwasa et ses environs. Plus loin de là, la compagnie de JO1 George Kirindi et celle JO1 Willy Bagabe combattaient du côté de Remera et aux environs des lacs Burera et Ruhondo où ils ont massacré beaucoup de civils. À Karwasa, de nombreux civils ont également été tués parce qu'ils tuaient les soldats de l'APR. Avant d'être repoussés par les FAR, les hauts dirigeants de la *157e mobile*, dont SO Fred Ibingira, JO1 Wilson Gumisiriza, JO1 Rabooni Okwiiri et JO2 Innocent Kabandana, ont donné l'ordre de rassembler la population civile dans la cour du bureau communal de Nkumba et ont tiré dans le tas. La même opération s'est produite à Gashangiro, dans la commune de Kigombe. JO2 Moses Rubimbura et le JO2 Munyambo de *Charlie mobile* ont également participé à cette opération. L'unité *Charlie mobile* dirigée par SO Cyiza était sur tous les fronts : elle était en partie dans la commune de Kigombe, en partie dans la commune de Nkumba, et sur toute l'étendue des communes Kinigi et Mukingo. Elle a été boutée hors de la ville de Ruhengeri après les défaites inattendues de Nyamagumba, Muhoza et ailleurs, non seulement parce que l'attaque avait été éventée mais aussi parce que son chef SO Cyiza et certains commandants étaient plutôt occupés à piller la ville et à massacrer la population. C'est la raison pour laquelle il a été mis en prison. Il était notamment accusé d'avoir chargé des médicaments pillés dans des camions de l'APR pour les vendre en Ouganda. Or, ceci était considéré comme une faute grave, d'autant plus qu'il s'agissait de médicaments. De plus, par un manque de bonne coordination attribuée au commandement de la *Charlie mobile*, un véhicule immatriculé en Ouganda, avec une feuille de route délivrée par la police militaire ougandaise, a été saisi par les militaires des FAR dans leur zone de contrôle. SO Cyiza fut mis aussitôt sous les verrous et remplacé par MHC Thaddée Gashumba à la tête de la *Charlie mobile*. SO Fred Ibingira devint ainsi le commandant en chef de la *157e mobile*. *Charlie mobile* a perdu la bataille de Ruhengeri à cause du grand désordre qui régnait au sein de l'unité, contrairement aux autres fronts sur lesquels l'APR a eu à combattre. Après avoir été repoussées par une contre-offensive fulgurante à laquelle ont participé des soldats français, *Charlie mobile* et la *157e mobile* ont engagé des représailles sur les populations civiles restées à l'arrière du front

parce que la plupart avaient réussi à prendre la fuite sous le vacarme assourdissant des canons. Plusieurs personnes ont été rassemblées à certaines localités comme Nkumba, Kidaho et Kinigi afin d'être massacrées. Les plus hauts gradés qui se sont distingués dans ces tueries sont JO2 Rubimbura Moses, P/JO2 Jérôme, JO2 Munyambo, JO2 Diogène, JO1 Geoffrey Kabagambe, JO1 Hassan Lumumba, JO1 Kato, etc.

Préfecture de Byumba²

Dans la préfecture de Byumba, les combats ont été menés par les unités suivantes : *Alpha mobile*, 101e *mobile*, 21e *mobile*, *Bravo mobile* et la 7e *mobile*. Trois compagnies de la 157e *mobile* ont maintenu leurs positions dans la commune de Muvumba, elles n'ont pas combattu. Aucune unité n'avait une cible particulière, elles ont attaqué à un même endroit après avoir contourné les positions des FAR. L'unité *Alpha mobile*, dirigée par MHC Sam Kaka, a mené des attaques dans la région recouvrant les communes de Kibali, Buyoga, Cyungo et Tumba. Sa zone de contrôle s'étendait de la route asphaltée Kigali-Byumba jusqu'à Base. Les combats les plus violents ont eu lieu aux abords des positions des FAR à Buyoga et à Tumba. Auparavant, l'unité *Alpha mobile* s'en est pris aux véhicules qui transportaient des populations civiles de la sous-préfecture de Kirambo fuyant les combats. Des coups de feu avaient commencé à crépiter dans la nuit du 7 au 8 février. Beaucoup de gens avaient suivi attentivement à la radio le déroulement des négociations et les blocages entre le FPR et le MRND. Ils connaissaient la puissance de feu de l'APR et l'afflux de réfugiés des communes de Butaro, Cyumba, Kivuye, Cyungo et Cyeru n'était pas pour rassurer les civils, certains qu'ils seraient massacrés si le FPR les trouvait sur place. C'est ce qui s'est passé.

L'unité *Alpha mobile* qui les a surpris à cet endroit en a massacré 400 en un rien de temps. La plupart des cadavres ont été jetés à la rivière Base, tandis que les autres gisaient sur la place du Marché de Base. Parmi les plus hauts responsables présents sur place, je citerai JO1 Gakwavu, SO Ngumbayingwe, JO1 Mwesigye et JO2 Tumusime³. Pendant ce temps, les militaires du GOMN (Groupe d'observateurs militaires neutres⁴) sont passés sur les lieux et y ont rencontré les combattants de la 59e *mobile* dirigés par P/JO2 Francis Nyagatare et JO1 Steven Kanyesigye. Ils ont demandé à ce dernier pourquoi ils laissaient les cadavres se décomposer sans les enterrer. Il répondit qu'il venait d'arriver sur les lieux et qu'il n'était pas l'auteur des massacres. Il appela sur Motorola les éléments de l'unité *Alpha* pour leur dire que le GOMN avait trouvé sur place les cadavres des gens qu'ils avaient massacrés et qu'ils devaient venir les enlever. Les soldats de l'unité *Alpha mobile* ont rassemblé les quelques civils terrés dans les campagnes et les ont obligés à creuser des fosses dans lesquelles les cadavres ont été enterrés. Ces civils ont été également tués et enterrés dans les mêmes fosses pour éviter toute dénonciation. D'autres terribles massacres, commis par les mêmes éléments de l'unité *Alpha mobile*, ont eu lieu à Buyoga, Kisaro, Kinihira et Rukore en commune de Tumba. Ils ont été ordonnés et supervisés par le haut commandement. La 101e *mobile*, sous le commandement de SO Didas Kayitare, et *Bravo mobile* dirigée par MHC Ludoviko Twahirwa-Dodo ont combattu dans les communes de Bwisigye et Ngarama. Cependant les massacres de la ville de Ngarama, qui ont même été rapportés par RadioRwanda, ont été perpétrés par les éléments de la 7e *mobile*. Les massacres les plus atroces ont été exécutés et supervisés par JO1 Gacinya Rugumya et P/JO2 George Rumanzi. Tous les autres officiers n'hésitaient pas à tuer des groupes de gens quand ils en rencontraient sur leur chemin,

² Je raconte ce qui m'a été dit par beaucoup de témoins, dont ceux qui acceptent que leur nom soit cité : le capitaine Peter Balinda, le capitaine Byakatonda, le lieutenant Th. Murwanashyaka.

³ Je suis témoin oculaire de cette attaque à « Base ».

⁴ Groupe d'observateurs militaires neutres créé par l'Organisation de l'unité africaine chargé de surveiller l'application du cessez-le-feu, composé de militaires africains, y compris rwandais. (NdE)

toutefois les massacres massifs planifiés étaient de la responsabilité de JO1 Gacinya Rugumya et son adjoint P/JO2 George Rumanzi. Les endroits où de tels massacres ont été exécutés furent Ngarama ainsi que les localités de Nyagahita et Kigasha. »

23.8 Commentaire d'un officier supérieur du GOMN (23 avril 2009) sur un extrait du Communiqué de Joshua Abdul Ruzibiza, du 14 mars 2004 intitulé « Témoignage visant à démontrer comment le Gouvernement rwandais et le FPR sont responsables des erreurs qui ont rendu possible le génocide. Est-ce que le FPR est venu secourir les Tutsi, comme on nous l'a souvent répété ? »

1. Extrait :

« Entre temps, *il y a eu l'attaque du 8 février 1993* qui avait pour objectif de tester la capacité de marcher sur Kigali, d'évaluer le travail accompli par le Network dans la recherche des motifs de rouvrir les hostilités, même si les négociations étaient en cours. Des atrocités ont été commises à ce moment, parce que là où je me trouvais dans certaines communes de Ruhengeri, je me souviens qu'à « Base » au mois de février, les militaires qui étaient là ont tué des gens dont ils ont brûlé les cadavres. N'ayant pas pu être enterrés, ces corps se sont décomposés le long de la route et de la rivière « Base », jusqu'au moment où des militaires du GOMN vinrent à passer. Ils s'indignèrent de cet état de décomposition des corps et de permirent d'aller demander si nous n'avions pas honte de vivre avec des cadavres en décomposition. Nous avons appelé la population pour aider à enterrer ces cadavres, mais lorsque le GOMN se retira, ces gens furent également tués.

C'est au même moment que débutèrent des actes cruels de destruction d'infrastructures comme les pylônes électriques de Ntaruka, des attaques des maisons d'habitations des autorités à la grenade ; je me rappelle que les maisons de Rucagu et du Colonel Gasake ont été ainsi détruites, c'était à Nyarutovu et à Cyeru... Personne ne peut oublier les atrocités commises à Ruhengeri quand les Inkotanyi se sont retrouvés dans l'impossibilité d'occuper la ville. Les gens savent ce qui s'est passé à Musanze, à l'ITIRU et à Karwasa, Kigombe et Kinigi, ce qui s'est passé dans cette localité ne sera jamais oublié par les habitants de cette région. Et personne n'ignore les atrocités commises par les Inkotanyi à Ngarama, Buyoga et ailleurs. »

2. Commentaire

« Ici Ruzibiza fait allusion aux atrocités commises par le FPR lors de sa reprise des hostilités du 08/02/1993 et aussi à l'exercice de la prise de Kigali par la suite. Ceci a été confirmé par le commandant FPR de la région du Mutara en personne.

Le GOMN était divisé en 3 équipes : Ruhengeri, Byumba et Mutara. L'État-Major du GOMN étant à Kigali. L'équipe du Mutara (nord-est du pays dont une grande partie est le parc national) était basée à Rwamagana à 52 kms de Kigali, sur la route Kigali-Kibungo.

À la reprise des hostilités du 8 février, l'État-Major a rapatrié toutes les équipes sur Kigali pour leur sécurité (Hôtel Méridien).

Cette rupture unilatérale du cessez-le-feu par le FPR a surpris les forces gouvernementales qui n'ont pas pu arrêter l'avancée fulgurante de l'adversaire. Le FPR a avancé tellement vite qu'il a écrasé tout ce qui bougeait sur son passage et ses éléments les plus avancés ont vite occupé les hauteurs de Rulindo aux portes de Kigali.

Dans les jours qui ont suivi (je n'ai pas la date), l'équipe du Mutara a conduit une forte délégation de journalistes nationaux et étrangers sur les dernières positions occupées par le FPR dans la sous-préfecture de Ngarama (région du Mutara en préfecture de Byumba).

C'est là qu'elle a été stupéfaite par l'ampleur des atrocités commises par le FPR.

Quand elle est arrivée sur place, les militaires du FPR n'avaient pas encore fini de cacher tous les cadavres des paysans qu'ils avaient massacrés.

On voyait les fosses de WC remplies de corps mutilés ; des tranchées de rétention d'eau hâtivement rebouchées laissaient entrevoir des membres de corps humains. Bref, c'était horrible à voir.

Tout cela a été photographié et filmé par les journalistes (mais qu'ont-ils fait de ces films ???? - je me pose toujours cette question).

Pour revenir sur Ruzibiza, je ne doute pas que ce qu'il a vu du côté de Base (vers Ruhengeri) ressemble à ce qui a été constaté du côté du Mutara. D'ailleurs toutes les équipes du GOMN ont rapporté les mêmes atrocités commises dans leurs secteurs respectifs.

Je n'ai pas lu tout le témoignage de Ruzibiza, mais les quelques passages que j'ai lus et les avis d'autres rwandais (militaires ou civils) sont concordants pour affirmer que Ruzibiza a dit la vérité. »